

Délibération n° 160/2018 du 23 août 2018 approuvant le projet de rectification du Plan Général d'Aménagement de la commune de Punaauia consistant à la suppression de l'emplacement réservé n° 61

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PUNAAUIA

- **VU** la loi n° 71/1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** le décret n° 72/407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le territoire de la Polynésie française ;
- **VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, modifiée par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 puis par la loi organique 2007-1719 du 07 décembre 2007 ;
- **VU** l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 rendant applicable les dispositions du Code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- **VU** le code de l'aménagement ;
- **VU** l'arrêté n° 345/CM du 24 mars 2017 rendant exécutoire le Plan Général d'Aménagement révisé de la commune de PUNAAUIA ;
- **VU** l'avis favorable de la Commission Equipement et Développement communal réunie en date du 03 août 2018 ;
- **Considérant** que l'emplacement réservé n° 61 a été inscrit au Plan Général d'Aménagement révisé de la commune de PUNAAUIA en vue de la réalisation d'une voirie communale de 6 mètres de large visant à améliorer la circulation au sein du quartier PUGIBET ;
- **Considérant** que les contraintes foncières sont incompatibles avec la réalisation de ce projet à un coût raisonnable pour les finances communales ;
- **Considérant** que la suppression de cette emprise réservée constitue une modification mineure ne remettant pas en cause l'économie générale du PGA ;
- Après avoir délibéré, le Conseil municipal ;
- En sa séance du 23 août 2018 ;

ADOpte

Article 1 – Le projet de rectification du Plan Général d'Aménagement de la commune de PUNAAUIA consistant en la suppression de l'emplacement réservé n° 61 est approuvé, conformément au dernier alinéa de l'article D 113-6 §2.

Article 2 – La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Article 3 – Le Maire et le receveur municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération.

*Fait et délibéré le 23 août 2018,
Extrait certifié conforme au registre des délibérations,*

Le secrétaire de séance,

Pour le Maire empêché
Le 1^{er} Adjoint,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

